

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 215 - VENDREDI 11 AVRIL 2014

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Le centriste Benhiamas remplace le recentré Peillon qui remplace l'excentré Désir, lui-même remplacé par Cambadélis qui rejoint l'épicentre. Bref, on tourne en rond !

AGENDA MILITANT

→ 12 avril

Paris [Les jeunes contre l'austérité, pour l'égalité](#)



→ 28 avril

Paris [Quelles politiques culturelles en Europe ?](#)

→ 3 mai

Paris [Séminaire communisme, 6^e journée](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Culture

[L'art et la culture ne tombent pas du ciel.](#)
Jean-Pierre Cannellas-Bauzas

→ Monde, Europe

[Faut-il désobéir à l'Union européenne ?](#)
Roger Martelli
[Le temps facteur de libération
ou de domination](#)

Avec la liste Alexis Tsipras, changer la donne en Europe

Après avoir attendu le retour de la croissance qui aurait pu, comme pour Lionel Jospin après 1997, inverser la courbe du chômage et redonner de l'air aux finances publiques, le Président de la République accélère dans sa politique pro-patronale avec le pacte de responsabilité et change toutes les têtes chargées de mettre en œuvre cette politique, du Premier ministre au premier secrétaire du Parti socialiste en passant par le secrétaire général de l'Elysée.

Le pacte de responsabilité, avec ses 50 milliards de réduction de cotisations pour les entreprises - autant d'économies demandées aux services publics, à la protection sociale et aux ménages -, est cohérent avec les politiques appliquées par la plupart des gouvernements européens. Une baisse du coût du travail et des politiques d'austérité qui mènent l'Union européenne au bord de la déflation - risque majeur qui inquiète jusqu'au FMI et, plus récemment, jusqu'au secrétaire du Trésor des États-Unis, Jack Lew, qui, le 9 avril, a demandé aux gouvernements européens, en particulier à l'Allemagne, de relancer la demande au lieu de la freiner.

Ces enjeux sont au cœur de la campagne pour les élections européennes où trois orientations sont présentes. Les partis de droite gouvernementaux et les sociaux-démocrates, unis dans de nombreux gouvernements, à l'exemple de l'Allemagne et de l'Italie, continueront à défendre une politique qui mène l'Europe au désastre ; la droite xénophobe et eurosceptique prônera une sortie de l'Union européenne basée sur le repli sur soi et le racisme tandis que la liste de gauche dirigée par Alexis Tsipras défendra une orientation anti-austérité passant par la rupture et la refondation de l'Union européenne.

La liste d'Alexis Tsipras permet déjà de changer la donne dans de nombreux pays européens. En Grèce, l'élection européenne a lieu le même jour que les élections locales, municipales et régionales, et une victoire de Syriza ouvrirait une crise politique obligeant à de nouvelles élections générales. En Italie, où la gauche de gauche somrait ces dernières années, une initiative citoyenne a été lancée pour obtenir les 150 000 signatures permettant à une liste Tsipras d'être présente aux élections européennes, avec déjà 200 000 signatures recueillies... En France, c'est le Front de Gauche qui portera le flambeau. Un Front de gauche qui doit impérativement en finir avec les tensions qui l'ont agité pendant les municipales et être à la hauteur de cette nouvelle situation politique !

● Christophe Aguiton, Ensemble !



Évasion fiscale : le filet se resserre ?

Lors d'un précédent entretien¹, Hermès avait décrit la nature et l'ampleur de l'évasion fiscale. Les mesures mises en place depuis, avec quelle volonté politique réelle, ont-elles commencé à enrayer ce flux ? Nouvel état des lieux avec Hermès et propositions d'action.



Depuis deux ans, le filet de la lutte contre l'évasion fiscale s'est beaucoup resserré, et les piranhas s'agitent.

Des affaires très médiatiques ont défrayé la chronique : Cahuzac, Falciani (la liste des fraudeurs potentiels chez HSBC Genève) ou Berlusconi, définitivement condamné à un an de prison pour fraude fiscale. Ces affaires ont masqué les avancées récentes, moins visibles mais réelles, de la lutte. Les multinationales ou les très riches, qui échappaient à l'impôt grâce à des montages financiers sophistiqués et l'opacité des paradis fiscaux, commencent à prendre peur. Mais le combat est féroce et loin d'être gagné.

Les gouvernements des pays développés qui opèrent d'un côté des coupes budgétaires drastiques dans les budgets

sociaux ou de solidarité, et de l'autre, comme c'est le cas de la France, comme c'est le cas de la France, des allègements importants pour les entreprises, sont confrontés à l'importance des recettes fiscales perdues, qui se chiffrent

**Depuis deux ans,
le filet de la lutte
contre l'évasion fiscale
s'est beaucoup resserré,
et les piranhas
s'agitent.**

en dizaines de milliards d'euros chaque année par pays. La doxa néo-libérale sur la liberté de circulation du capital et la (libre) concurrence fiscale entre États en ont pris un coup. Et le copinage avec les dirigeants de multinationales devient

plus difficile sous la pression de l'opinion publique.

Dans ce contexte, plusieurs avancées majeures sont intervenues :

L'OCDE a réussi à faire adopter des règles, signées fin 2013 par plus de 60 pays, sur l'échange automatique de données nominatives détaillées entre administrations fiscales et l'assistance en cas de contrôle.

La mise en œuvre en Europe d'un mécanisme comparable à celui du FATCA (voir Encadré page 3) a été reconnu comme indispensable, et l'Autriche, le Luxembourg et la Suisse, derniers États qui résistaient et bloquaient un accord équivalent au sein de l'Union européenne, viennent de plier sous la menace en début d'année. ●●●

¹. "Évasion fiscale : un vol... capital",
Cerises n° 160, 23/11/2012

●●● La Commission européenne planche sur une directive permettant de tenir un registre de tous les propriétaires de trusts et sociétés-écrans, afin de réduire au maximum l'opacité des réels détenteurs de capitaux.

Enfin, la France a voté l'année dernière une loi bancaire imposant aux banques de publier des informations détaillées par pays sur l'activité de leurs filiales. Cela permettra de localiser plus facilement les montages uniquement destinés à éviter l'impôt et expliquer les montants payés par rapport aux bénéficiaires et à l'activité économique réelle dans chaque pays.

L'étape suivante, en cours de discussion, sera de demander aux multinationales non bancaires de fournir les mêmes informations par pays.

Toutes ces avancées sont réelles mais fragiles : la puissance de feu des multinationales, de leurs avocats et lobbyistes, des *think tanks* libéraux qui leur préparent des arguments, est immense.

Les multinationales ou les très riches, qui échappaient à l'impôt grâce à des montages financiers sophistiqués et l'opacité des paradis fiscaux, commencent à prendre peur.

Et le retour progressif de la croissance et le relâchement de la pression budgétaire

qui devrait s'ensuivre peuvent réduire la volonté politique.

Enfin, en dehors des pays occidentaux, l'Asie et l'Afrique sont dans une phase ascendante d'évasion fiscale, sans pression politique ou citoyenne interne suffisante pour contrecarrer le phénomène.

La mobilisation politique et citoyenne ne doit donc pas se relâcher.

Comment agir concrètement ?

Deux angles sont possibles. Un premier angle politique, avec des événements majeurs cette année : les élections européennes et la négociation du nouveau traité de libre-échange entre l'Union Européenne et les États-Unis, le *TAFTA (Transatlantic Free Trade Agreement)*.

Jean-Claude Juncker est le chef de file du *PPE* (droite libérale) pour ces élections, et candidat à la Présidence de la Commission européenne. Bien plus dangereux encore que l'actuel Président, José Manuel Barroso. Premier ministre du Luxembourg pendant près de 20 ans, Juncker a été le bras armé des banques pour développer ce gigantesque paradis fiscal au cœur de l'Europe et le secret bancaire qui va avec. En tant que président de l'Eurogroupe (groupe de coordination des ministres des Finances de l'Union), il s'est constamment opposé à toute mesure pouvant attaquer les intérêts du Luxembourg, utilisant la règle de l'unanimité en matière de ●●●

La volonté politique peut payer

Exemple le *FATCA*. L'administration Obama a instauré en 2010 une réglementation radicale sur la transparence bancaire. Le *FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act)* obligera les banques dans le monde à déclarer à l'administration fiscale américaine, à partir de juillet 2014, tous les comptes bancaires et avoirs détenus à l'étranger par les contribuables américains. Comment les Américains peuvent-ils contraindre des banques à s'exécuter en dehors du périmètre légal des États-Unis ? Facile, le pistolet sur la tempe : la menace de retirer leur licence bancaire aux États-Unis si elles ne le faisaient pas. Et cela a marché : les banques plient, de nombreux fraudeurs déclarent leurs avoirs clandestins avant l'échéance pour éviter amendes et poursuites pénales, et d'autres banques ont accepté de payer des amendes colossales, chacune pour des centaines de millions de dollars, afin de solder leurs turpitudes passées.



●●● fiscalité pour opposer son veto². Redoutable connaisseur des rouages politiques de l'Union et habile rhétoricien, il voudrait faire croire que le loup s'est transformé en agneau. C'est raté, mais le combat sera rude.

Ensuite, la négociation du TAFTA³. Dans une opacité scandaleuse, et avec un mandat flou du Parlement européen, des fonctionnaires de la Commission négocient actuellement avec les États-Unis un nouveau traité de libre-échange. Traité écrit sur mesure par et pour les multinationales : levée des "barrières" non tarifaires au commerce, harmonisation des réglementations – vers le modèle "libéralisé" américain, c'est-à-dire vers le moins disant social, environnemental et citoyen. Vive les OGM ou la viande aux hormones dans nos assiettes, l'abandon à Google et autres Facebook de toutes nos données personnelles et de notre vie privée, la remise en cause de réglementations comme le salaire minimum ou les possibilités d'intervention des États dans la santé ou l'éducation. Mais le projet de TAFTA contient en plus deux éléments majeurs sur le sujet de l'évasion fiscale : l'inclusion des "services financiers"

2. Souvenez-vous du débat sur la Constitution européenne en 2005 : unanimité en matière fiscale, mais règle de la majorité qualifiée dans le domaine social, le droit du travail et la "libre concurrence" généralisée...

3. <http://www.laquadrature.net/fr/tafta>, et http://fr.wikipedia.org/wiki/Zone_de_libre_%C3%A9change_transatlantique

dans le périmètre. Et donc notamment l'activité des banques qui sont au cœur

**Toutes ces avancées
sont réelles
mais fragiles :
la puissance de feu
des multinationales,
de leurs avocats
et lobbyistes,
des think tanks
libéraux
qui leur préparent
des arguments,
est immense.**

des mécanismes d'évasion. Et un principe de résolution des conflits par des instances arbitrales privées et non plus par

les juridictions des États. On en a vu les conséquences en Australie par exemple (Voir encadré).

S'opposer au TAFTA, traité dont l'objectif est la maximisation des profits et de la puissance des multinationales et l'organisation de la régression sociale, est un acte militant important. Mais c'est aussi une manière indirecte de lutter contre l'évasion fiscale, en portant un coup aux banques par le refus d'une nouvelle phase de dérégulation de la finance.

Deuxième angle, l'action citoyenne. Chacun-e peut agir à son niveau, en concentrant ses efforts sur quelques cibles emblématiques, acteurs clés de l'évasion fiscale, en choisissant de boycotter leurs produits ou services.

Et le faire savoir sur les réseaux sociaux permet d'en démultiplier l'impact. ●●●

État et multinationale croisent le fer

En 2011, l'Australie a voté une loi destinée à réduire les conséquences néfastes du tabac sur la santé. Elle imposait que toutes les cigarettes vendues dans le pays le soient dans un emballage uniforme et portant des messages de prévention. La multinationale du tabac Philip Morris a d'abord attaqué cette loi devant les tribunaux australiens, et a perdu. Ils ont ensuite utilisé les dispositions d'un traité commercial entre Hong Kong et ce pays pour faire déposer une plainte par leur filiale locale devant un tribunal arbitral privé. L'affaire est en cours d'instruction, mais l'Australie risque d'être condamnée à payer de lourdes indemnités à Philip Morris pour « *préjudice commercial* ».

STARBUCKS®	Google	amazon.com
■ Domicile: UK	■ Domicile: Ireland	■ Domicile: Luxembourg
■ UK turnover: £398m	■ UK turnover: £2.6bn	■ UK turnover: £3.3bn
■ UK corporation tax paid: None	■ UK corporation tax paid: £6million	■ UK corporation tax paid: None
■ Year: 2011	■ Year: 2011	■ Year: 2010

Une critique, en Grande-Bretagne, de la fraude fiscale de 3 multinationales.



●●● Trois exemples : Google, Amazon et BNP Paribas.

En matière fiscale, la "piraterie"⁴ exercée par les multinationales de l'économie numérique est aujourd'hui bien connue. Cette piraterie est fondée sur le découplage entre le lieu de consommation des services internet - le pays où un internaute fait une recherche sur Google ou commande un livre sur Amazon - et celui où ces géants du numérique ont établi les filiales qui vont facturer produits et services, redevances et licences, afin de transférer dans un paradis fiscal l'essentiel de leurs profits pour qu'ils soient peu ou pas taxés. Accessoirement, elle leur permet aussi de contourner les lois nationales européennes sur la protection des données individuelles ou de la vie privée, en prétendant que le fournisseur de services est lui domicilié aux États-Unis, pays beaucoup plus laxiste sur ce point. En 2013, Google n'a payé que 9 % d'impôts sur ses bénéfices en dehors des États-Unis. La différence avec un taux normal (de 25 à 35 % environ dans l'OCDE) a enrichi ses actionnaires et privé de recettes fiscales les pays où résident ses clients.

Or, il existe des alternatives intéressantes à Google, comme les moteurs de

recherche Qwant ou *DuckDuckGo*⁵.

Et si vous commandez un livre sur Internet, il existe également des alternatives fiscalement plus responsables qu'Amazon pour le livre : par exemple le site

**S'opposer au TAFTA (...)
est aussi une manière
indirecte de lutter
contre l'évasion fiscale,
en portant
un coup aux banques
par le refus
d'une nouvelle phase
de dérégulation
de la finance.**

coopératif [Lalibrairie.com](http://www.lalibrairie.com)⁶, qui fédère un réseau de plus de 1 200 librairies en France.

Dernier exemple : BNP Paribas, la

5. Qwant (www.qwant.com), moteur de recherche français, avec une interface sous forme de tableau de bord rappelant les réseaux sociaux, ou DuckDuckGo (www.duckduckgo.com). Un point important : les deux respectent beaucoup plus la vie privée et le "profilage" de l'utilisateur que Google.

6. <http://www.actualitte.com/tribunes/lalibrairie-com-le-lien-social-plutot-que-l-evasion-fiscale-1950.htm>

banque française qui a le plus de filiales implantées dans les paradis fiscaux, 360 à fin 2011. Avoir une filiale aux Îles Cayman, à Jersey ou au Luxembourg, à quelques exceptions près, n'est pas neutre : ces entités sont destinées à accompagner leurs grands clients, à gérer les fonds déposés dans ces pays et participent à l'évasion fiscale ou la dissimulation d'avoirs. BNP Paribas est attaquée sur ce sujet depuis quelques années, et contrairement à d'autres banques qui ont réduit la voilure⁷, continue à opérer à grande échelle dans ces pays.

Une question intéressante à discuter si vous êtes client-e : pourquoi la banque continue-t-elle à opérer dans ces États voyous ?

L'action multilatérale des États a donné des résultats depuis quelques années. L'action citoyenne la complète en servant d'aiguillon visible, car ces multinationales industrielles ou bancaires ont une faiblesse bien connue : la crainte pour leur image ou leur réputation.

Tout comme Nike a plié sur la question du travail des enfants chez ses sous-traitants asiatiques il y a quelques années, faisons plier les banques françaises sur les paradis fiscaux.

● **Hermes**

4 Voir la synthèse du rapport sur la fiscalité de l'économie numérique, pages 1-5 : http://www.redressement-productif.gouv.fr/files/rapport-fiscalite-du-numerique_2013.pdf

7. <http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/banquesetpfbasedef.pdf>, page 12

La liberté d'être

Un article signé Aya Ramadan, du Parti des Indigènes de la République, circule ces jours-ci parmi ceux qui regardent le résultat des municipales à l'aune de la place que la gauche réserve aux populations immigrées. Sous le titre : "Bobigny : quand les Arabes et les Noirs font campagne pour la droite blanche", Aya Ramadan dresse un réquisitoire sévère des pratiques communistes à l'égard de ces populations nombreuses en banlieue parisienne, souvent dans des municipalités communistes. Ainsi les électeurs auraient chassé Catherine Peyge (PCF) au profit de Paoli (UDI), celui-ci ayant su rencontrer l'immense frustration de la population immigrée à « être toujours considérés comme des sujets coloniaux, des êtres inférieurs ». Les propositions communistes, municipales ou pas, demeureraient incapables d'entendre la dimension « indigène » de la revendication de dignité.

Bien des acteurs témoigneront de l'engagement considérable du PCF dès sa naissance en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne, en Asie, dans les combats anti coloniaux et les historiens diront comme il menait ces combats puisant dans son enracinement national, enracinement qui marquait en retour l'action communiste des stigmates de la discrimination enfantés par l'une des plus grandes puissances coloniales de l'histoire contemporaine.

Mais les électeurs ne déposent pas des bouquins d'histoire dans les urnes.

Un moment-clé de la relation du PCF avec l'une des populations ex-coloniale des plus nombreuses en France est celui de l'affaire dite du voile.

17 juin 2009, c'est le député-maire PCF de Vénissieux (Rhône), André Gérin, qui demande une commission

d'enquête parlementaire sur le port, par certaines musulmanes, de la burqa ou du niqab. Il est accompagné de 57 députés en majorité UMP. Trois ans de débats parlementaires et politiques verront la droite sarkozyste s'engouffrer dans la proposition Gérin et aboutiront au vote du 13 juillet 2010 qui interdit la burqa par 335 voix contre une. Parmi les 335 celle d'André Gérin. Tous les autres députés communistes s'abstiendront. La seule voix contre est celle du villlepiniste Garrigue.

Les développements de ce vote sont surprenants. Ainsi quelques femmes membres des rares organisations féministes qui militent pour l'abrogation de cette loi constatent dans des assemblées militantes majoritairement communistes que les militants du PCF se pensent "dans la ligne du parti" quand ils défendent cette loi. Même expérience pour les

mêmes militantes féministes dans des assemblées de Front de gauche où, cette fois, ce sont les certitudes laïques qui font écartier l'invitation à la réflexion.

C'est qu'à être femme arabe, on n'en est pas moins un être humain, auquel on ne saurait dicter sa conduite.

Qu'est-ce qui n'est pas entendu dans ce refus de mettre en débat la loi sur le voile ? C'est qu'à être femme arabe, on n'en est pas moins un être humain. C'est-à-dire un être si égal aux autres que quiconque ne saurait lui dicter les limites de sa présence dans l'espace public. Et cet accaparement de la liberté d'être est évidemment perçu comme la continuation de l'accaparement précédent de la liberté d'être, que fut le temps colonial. Perception erronée ? Non, preuve en est que les vapeurs virginales du PCF à ne pas voter cette loi en s'abstenant sont bien peu de choses en regard de la culture du parti, de l'entre soi du parti, qui donne à ses militants, tel le tuteur à l'égard du mineur, la certitude d'agir pour le bien de celles, trop femmes et trop arabes, pour décider par elles-mêmes.



● Catherine Destom-Bottin



Austérité généralisée, crise économique, climat d'impuissance collective où l'Union européenne emmène-t-elle les peuples qui la composent ? Révolution démocratique et nouvelle espérance commune sont à l'ordre du jour. Parce que des colibris peuvent faire le printemps, *Cerises* s'envole-tous les quinze jours dans un pays européen.

Aujourd'hui : le Danemark.



Un Lego rouge, un vert, des possibilités



Les salles d'attente des dentistes, mairies et hôpitaux de Copenhague ont ceci de particulier de vous faire poireauter dans des chaises *design* - façon *Egg chair*¹ d'Arne Jacobsen - et sous des suspensions lumineuses en bois léger en forme de pommes de pins - genre *Artichoke* de Poul Henningsen². Au Danemark, le *design* est enraciné dans le quotidien. Il a été aussi conçu dans une optique démocratique, visant (parfois) à donner accès à beaux objets. Si certains chez nous croient trouver leur bonheur dans les bois nobles, ici on peut l'atteindre avec des matériaux simples. Utilité, sérieux, modestie, mesure... sont les valeurs véhiculées. Le *design* danois est au fond à l'image du pays. Pour les jeunes créateurs, qui cherchent à explorer et penser des voies nouvelles, à rompre avec le passé sans le nier, à prendre en compte l'écologie, cet héritage peut être paralysant. La rupture ne va pas de soi.

Le Danemark a inscrit le *design* dans ses politiques publiques depuis près de vingt ans. Et chose intéressante : il mobilise l'innovation et l'industrie grâce à la créativité couplée à l'implication citoyenne, bousculant les approches traditionnelles. Là où en France on parle "concertation" pour faire avaler des mesures impopulaires, les Danois ont imaginé le *MindLab*. Cette cellule (si !) au sein des ministères de l'Emploi, de l'Économie et des Impôts danois, imagine le futur, non en prolongeant les tendances du passé (le *forecasting*), mais en partant du futur souhaité (le *backcasting*). Bref, comme avec les Lego, on construit ce dont on a envie. Le *MindLab* associe les acteurs (ONG, experts, élus, hauts-fonctionnaires, syndicalistes, patrons) pour que tout le monde fasse partie de la solution. Des banquiers râlent quand il s'agit de programmer les investissements minimums pour atteindre les objectifs, mais finissent par céder. Matière à réflexion, non ?

Le Danemark semble ainsi être un pays où tous les acteurs conjuguent leurs forces avec succès pour trouver des solutions

communes à des problèmes communs. « *Conclusion un peu hâtive* », note cependant Christian Lyhne Ibsen³ dans ses études économico-politiques. Car le hic, c'est quand le consensus, qui semblait établi sur l'égalité, dépouille le plus faible. La "flexsécurité" en est l'exemple emblématique. Créé par les sociaux-démocrates, repris par les libéraux, ce compromis des années 90 entre syndicats et patronat est un dispositif de dérégulation du marché du travail en contrepartie d'une protection sociale renforcée. Le système, supposé être gagnant-gagnant pour entreprises et salariés, n'a plus le vent en poupe. D'abord, les Danois ont plutôt établi un lien entre la faiblesse du chômage (3,4 % en 2007) et celle des taux d'intérêts. Ils se sont surtout rendu compte d'un marché de dupes lorsque la sécurisation des revenus (le versement d'indemnités chômage conséquentes) a été ébranlée par la crise financière. En 2010, les allocations ont été plafonnées et réduites de moitié par le Parti libéral, au gouvernement. Exit la sécurité. Les salariés qui percevaient des rémunérations correctes, virent une baisse considérable de revenu lors de leur licenciement et se retrouvèrent à poil. Ce que résume l'affairiste américain Warren Buffet : « *C'est seulement quand la marée descend que l'on découvre qui nageait tout nu.* » Dans la lutte capital-travail, celui-là s'y connaît.

À ce propos, le Danemark est, avec l'Islande, le pays d'Europe du Nord le plus durement impacté par la crise spéculative et immobilière. Sur les cent banques du pays, une douzaine ont fait faillite. Tourné vers l'exportation, le Danemark subit aussi de plein fouet les difficultés de ses voisins en récession. Le marché intérieur ? Les multinationales y ont réduit leur activité en délocalisant. Résultat : un chômage à 7 % (un sommet) et une "croissance" atone.

À l'issue des législatives de 2011, perdues de peu par la droite, une coalition gouvernementale - Parti social-démocrate (SD), ●●●

1. http://fr.wikipedia.org/wiki/Chaise_%C5%92uf
 2. http://en.wikipedia.org/wiki/PH_Artichoke

3. Chercheur du Centre de recherches sur les relations de Travail (FAOS), Université de Copenhague (Danemark). *La flexsécurité prise à revers par la crise*. La documentation française - déc. 2009



Combattre la pauvreté et l'injustice.
Affiche en anglais de l'Alliance
Rouge & Verte danoise.



L'Alliance rouge & verte danoise (*Enhedslisten - de rød-grønne*) a été fondée en 1989. Issue du regroupement entre *VS (Venstresocialistiske, socialistes de gauche)*, *DKP (Danmarks Kommunistiske Parti, Parti communiste danois)* et *SAP (Socialistisk Arbejderparti, section danoise de la IV^e Internationale)*, elle est représentée au Parlement (*Folketing*) depuis 1994. Elle a contribué fortement au rejet du traité de Maastricht (50,7 % en 1992), puis au refus d'adhésion à l'euro (53,2 % en 2000). Pour l'Alliance, il n'est pas possible, dans le cadre des traités actuels, de réformer une Union aux fondements politiques « *en complète contradiction avec les visées des partis socialistes pour le bien-être et la justice sociale, l'antimilitarisme, le féminisme, la transformation verte équitable.* » Lors des municipales (nov. 2013), l'Alliance est passée de 2,3 % à 6,9 % (19,5 % à Copenhague) et a conquis des sièges dans 79 municipalités.



Le Mouvement populaire contre l'Union européenne (*Folkebevægelsen mod UE*) est une association politique danoise fondée en 1972 pour la campagne du "Non" au référendum sur l'entrée du Danemark dans la CEE. Il dispose d'un député au Parlement européen (groupe GUE/NGL). Il est soutenu par l'Alliance.

En juin 2005, le gouvernement danois a annulé le référendum du 27 septembre sur le TCE après la victoire du non aux Pays-Bas et en France. L'opposition à l'adhésion à l'euro était, à l'automne 2013, d'environ 70 %.

●●● Parti social-libéral (*RV* dite Gauche radicale), Parti populaire socialiste⁴ (*SF*) – s'est constituée. La Première Ministre *SD*, Helle Thorning-Schmidt a poursuivi la politique de rigueur budgétaire, passé le taux d'impôt sur les sociétés de 25 à 22 %. En début d'année, à la recherche de fraîche, elle a bradé (1 milliard), à la banque américaine Goldman Sachs (spécialiste des paradis fiscaux), 19 % de l'entreprise publique énergétique Dong Energy (pétrole, gaz naturel, électricité). Le *SF*, opposé à cette vente, s'est retiré de la coalition, provoquant un remaniement.

L'Alliance rouge & verte (*RGA*), qui avait triplé son nombre de voix (6,7 %) n'a pas participé au gouvernement. Sa campagne pour la défense des droits sociaux, contre le recul de l'âge de la retraite et la réduction des préretraites, pour un « *plan climat radical et des emplois verts* » la pousse en effet à rompre avec les politiques libérales. Tirillée sur l'approbation ou non des budgets d'austérité, elle en a négocié des améliorations significatives. Tentative constructive pour les uns, erreur politique pour les autres.

Mais quand les sociaux-démocrates danois jouent au Monopoly ou au Meccano, un Lego rouge plus un vert, c'est un début. Et quelques possibilités...



● Philippe Stierlin

4. [http://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_populaire_socialiste_\(Danemark\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_populaire_socialiste_(Danemark))

Danemark – élections européennes – 2009

Taux d'abstention : 40,5 %

ELD (Europe liberté démocratie)	PPE Parti populaire européen	S & D Socialistes & Démocrates	ADLE Démocrates & Libéraux pour l'Europe	Verts- ALE	GUE/NGL Gauche unitaire européenne Gauche verte nordique
Parti populaire danois 17 %	Parti populaire conservateur 12,7 %	Parti social- démocrate 21,5 %	Parti libéral : 20,2 % Gauche radicale : 4,3 %		Mouvement populaire contre l'UE : 7,2 %
				Parti populaire socialiste 15,9 %	

Image de la semaine



Commémorations au Rwanda. Des acteurs miment les pages d'histoire du pays : invasion par les pays coloniaux européens (© www.bbc.com)

Négationnisme officiel. Communiqué de Ensemble ! du 7 avril 2014 :

« Il y a vingt ans, le génocide des Tutsis commençait.

Le 7 avril ont débuté les célébrations du 20^e anniversaire du génocide des Tutsis au Rwanda, qui fit autour de 1 million de victimes.

Ensemble! s'indigne de la décision inacceptable du gouvernement de n'envoyer aucun de ses membres aux commémorations à Kigali. L'implication de la France est affirmée par de nombreux historiens et chercheurs, qui ont mis en évidence la complicité avec le régime qui a planifié et exécuté le génocide tutsi. Le négationnisme officiel est odieux. » Lire la suite sur www.communiste-sunitaires.net, rubrique "Monde"

● **Sens dessus dessous.** Si un tiers des députés PS s'étaient précédemment manifestés contre la politique d'austérité, seuls 11 des 291 membres du groupe socialiste ont eu le courage de s'abstenir lors du vote dit de confiance après le discours de Manuel Valls. Comme quoi on peut voter la confiance sans confiance aucune... Les députés verts, eux, se sont divisés : 10 pour, 1 contre, 6 abstentions. La direction nationale d'EELV se positionne (provisoirement ?) dans une forme de soutien sans participation à la majorité présidentielle : certains de ses membres espèrent un retour au gouvernement après les européennes, beaucoup d'autres envisagent une franche rupture après les élections sénatoriales de septembre. Le Front de gauche a voté contre la confiance. Par ailleurs, la direction du

NPA a décidé (par un vote acquis à une voix près) de s'adresser aux composantes du Front de gauche pour leur proposer une alliance pour les élections européennes. Ainsi va la décomposition-recomposition au sein des partis de la gauche-qui-n-existe-plus !

● **Pertes en ligne.** Alors qu'un article du *Monde* du 2 avril avait parlé de la réforme LRU (loi relative aux libertés et aux responsabilités des universités) comme d'une loi consensuelle, plus de 9 000 universitaires ont signé en quelques jours une pétition qui la dénonce. Le quotidien du soir, qui ne cesse ces derniers jours de cirer les pompes à Manuel Valls, ferait bien de s'apercevoir qu'il perd nombre de ses lecteurs avec sa ligne libérale.

Cerises
 publication de l'Association
 des communistes unitaires
 - Noyau -
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
 Michele Kiintz, Roger Martelli,
 Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
 Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
 Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

MEDIAPART

